



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE n°2008- 29 du 14 mars 2008 prescrivant à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), la mise à jour de l'étude de dangers ainsi que des mesures complémentaires de réduction du risque à la source concernant le dépôt pétrolier situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre.**



Installations Classées  
Bureau de  
l'Environnement

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'Article L. 512-3 et les Articles R 512-26, R-512- 28, R 512-31, R515-39 et suivants,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 1995, réglementant le dépôt pétrolier de la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre,

**Vu** le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) en date du 7 janvier 2008, proposant de demander à l'exploitant :

- de compléter son étude de dangers de juin 2006 (remise par courrier du 13/06/2006),
- de prescrire des mesures complémentaires de réduction du risque à la source.

**Vu** la lettre en date du 8 janvier 2008 notifiée le 16 janvier 2008, informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du STIIC, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Vu** les remarques formulées par la société SDPN sur le contenu de ces propositions, dans un courrier en date du 16 janvier 2008, reçu le 17 janvier 2008,

**Vu** l'avis du CODERST, en date du 22 janvier 2008,

**Vu** les rapports de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) en date des 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 2008, proposant à l'issue de la séance du CODERST du 22 janvier 2008 et des observations formulées par la société SDPN, d'apporter quelques précisions au contenu du projet d'arrêté,

**Vu** la lettre en date du 11 février 2008 notifiée le 15 février 2008, par laquelle j'ai transmis à la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), l'avis rendu par le CODERST sur son dossier,

**Vu** les remarques formulées par la société SDPN dans un courrier en date du 26 février 2008,

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21/ COURRIEL : [courrier@hauts-de-seine.pref.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.pref.gouv.fr)

ADRESSE INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr>

**Vu** le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du STIIC, en date du 10 mars 2008, proposant à l'issue des remarques formulées par la société SDPN, d'apporter quelques modifications au projet d'arrêté précédemment transmis, en particulier sur le contenu de la condition 4 relatif à la cartographie des phénomènes dangereux,

**Considérant** que la mise à jour demandée de l'étude de dangers conduira :

- d'une part, à réviser le document d'information sur les risques technologiques (DIRI) visant à assurer la gestion provisoire de la maîtrise de l'urbanisation (réalisation d'un Porter à Connaissance) avant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ainsi que la refonte des plans d'urgence,
- d'autre part, à définir le périmètre d'étude du PPRT et la cartographie des aléas technologiques nécessaire au lancement officiel du PPRT

**Considérant** que les prescriptions arrêtées ci-dessous contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

#### **TITRE I : Compléments à l'étude des dangers**

##### **Condition 1 :**

La Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) doit fournir au préfet des compléments à l'étude de dangers concernant l'évaluation des risques et des distances d'effets autour du dépôt pétrolier situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre au regard des règles et des principes qui sont énoncés dans les circulaires du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables suivantes et qui sont disponibles sur le site Internet <http://aida.ineris.fr>

- Circulaire DPPR/SEI2/AL-06-357 du 31/01/2007 relative aux études de dangers des dépôts de liquides inflammables – Compléments à l'instruction technique du 09/11/1989,
- Circulaire DPPR/SEI2/AL-07-0257 du 23/07/2007 relative à l'évaluation des risques et des distances d'effets autour des dépôts de liquides inflammables et des dépôts de gaz inflammables liquéfiés.

L'exploitant doit par ailleurs respecter les dispositions :

- de l'arrêté (NOR : DEVP0540371A) du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- de l'arrêté (NOR : ATEP0090167A) du 10/05/2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- de la circulaire (NOR : DEVP0540373C) du 29/09/2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO » visés par l'arrêté (NOR : ATEP0090167A) du 10/05/2000 modifié.

#### Condition 2 :

L'exploitant doit étudier les risques et distances d'effets associés à un UVCE au regard du document intitulé « UVCE dans un dépôt de liquides inflammables – Mai 2007 – GTDLI – version 01 bis ».

Dans le cas contraire, il devra justifier la pertinence du modèle utilisé et des hypothèses prises en compte.

#### Condition 3 :

Conformément à l'article 3.4 de l'arrêté (NOR : DEVP0540372A) du 29/09/2005 modifiant l'arrêté (NOR : ATEP0090167A) du 10/05/2000 relatif à la prévention des accidents majeurs, tous les accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement doivent être positionnés selon la grille figurant à l'annexe V dudit arrêté.

#### Condition 4 :

L'exploitant fournit une cartographie des zones d'effets pour tous les phénomènes dangereux modifiés par les compléments à l'étude de dangers de mai 2007 ( courriers du 25 septembre et du 15 octobre 2007) et les phénomènes dangereux non encore représentés et type d'effet (thermique, surpression).

Cette cartographie représente les zones délimitées par les seuils d'effets sur l'homme définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 (NOR : DEVP0540371A) relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

### **TITRE II : Mesures complémentaires de réduction du risque**

#### Condition 5 :

Pour tous les bacs de liquides inflammables, l'exploitant doit mettre en place des événements de respiration suffisamment dimensionnés pour évacuer le gaz en surpression et/ou toutes mesures techniques équivalentes, permettant de rendre ce phénomène dangereux de pressurisation de bac comme physiquement impossible dont la pertinence soit prouvée et après accord de l'inspection des installations classées.

### **TITRE III : Délais de réalisation**

#### Condition 6 :

Echéances :

- condition 5 : 3 ans maximum
- autres conditions : 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

#### **DELAÏ ET VOIES DE RECOURS**

##### Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

Recours non contentieux :

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Ecologie du Développement et de l'Aménagement Durables 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

**ARTICLE 3 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN),
- d'autre part, à la Mairie de Nanterre au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général,  
Monsieur le Maire de Nanterre,  
Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le **14 MARS 2008**

Pour Ampliation

L'Attaché Principal  
Chef de Bureau

**Fabrice FAUCHER**

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Philippe CHAIX**